

Les racines néolibérales de la révolte chilienne

Lissell Quiroz

6 novembre 2019

Texte inédit pour le site de Ballast

Au Chili, la mobilisation sociale se poursuit, soutenue par une très large partie de la population. Le président-milliardaire Piñera vient cependant de faire savoir qu'il ira jusqu'au bout de son mandat. S'il reconnaît aux micros de la BBC être responsable d'une partie du « problème », il précise que celui-ci s'est « accumulé depuis trente ans ». Allons jusqu'à quarante-six. Allende tombait, encerclé par les putschistes ; Pinochet s'emparait du pouvoir puis recrutait un groupe d'économistes formés à Chicago par Milton Friedman et Arnold Harberger. Le Chili, dans la rue, rejette aujourd'hui la greffe. L'autrice, historienne latino-américaniste, revient sur la construction de ce soi-disant « miracle économique ». ≡ Par Lissell Quiroz



Depuis la mi-octobre, le Chili connaît des mobilisations populaires d'une ampleur inédite dans l'histoire chilienne post-Allende. Elles ont été déclenchées par la hausse du prix du billet de métro, lequel est déjà le plus cher de toute l'Amérique latine (un euro en heure de pointe). Le président Sebastián Piñera, un homme d'affaires dont la fortune est estimée à 2 milliards d'euros, n'a pas immédiatement pris la mesure de la situation. Au moment même où les manifestant-es prenaient les rues de Santiago, il apparaissait dans les



médias en train de savourer une pizza pour l'anniversaire de son petit-fils. Piñera provient de la bourgeoisie entrepreneuriale dépeinte par Pablo Larraín dans le film *No*. Lors du coup d'État de Pinochet, Piñera commençait un master d'économie à Harvard. Il a fait fortune dans les années 1980, dans le milieu de la banque et des cartes de crédit — jusqu'à devenir l'un des hommes les plus riches du pays. Connu pour son caractère « bien trempé », habitué à « gagner » tant en politique qu'en affaires, Piñera ne s'en est pas moins vu dépasser par l'importante mobilisation de « *la marcha más grande de Chile* » : le 25 octobre 2019, elle a ainsi rassemblé plus d'1,2 million de personnes. En réponse au mouvement populaire, le président n'a pas hésité à faire sortir les militaires pour rétablir l'ordre : le Chili serait « *en guerre* ». Le solde de ces journées de protestation est lourd : vingt-trois personnes ont perdu la vie¹ — le quart sous la répression militaire et policière. Piñera a tenté de gagner du temps : annonce d'un plan de mesures sociales (dont l'augmentation du salaire minimum), renouvellement de son gouvernement. Mais le mouvement se poursuit et la côte de popularité du gouvernement est tombée à 14 %. Tous les spécialistes s'accordent à dire que la hausse du prix des transports n'est que le catalyseur d'un malaise social plus profond, contenu dans une cocotte-minute dont la soupape a fini par exploser le 14 octobre dernier.

Le tournant néolibéral de la dictature

« Avec le soutien de Pinochet, les économistes libéraux allaient mettre en place une thérapie dite "de choc". »

Rien ne laissait présager qu'un tel soulèvement toucherait le Chili. C'est que ce dernier faisait figure de pays « émergent » et stable, d'un point de vue économique et politique. Le « miracle économique chilien » tant vanté présente pourtant de nombreuses failles : elles remontent à l'instauration même de ce modèle économique sous la dictature de Pinochet (1973-1990). Le régime militaire a mis en place, dès 1973 (mais surtout à partir de 1975), de profondes réformes économiques et sociales : elles rompaient avec l'État social pour orienter le pays vers l'économie de marché. Depuis les années 1960, une jeune génération d'économistes, diplômés des universités du Chili et de Chicago — d'où leur appellation de « *Chicago boys* » —, exerce une importante influence intellectuelle. Tout en s'opposant fermement à la « voie chilienne au socialisme » de Salvador Allende (1970-1973), ces économistes ont rallié à leur cause les hommes d'affaires les moins hostiles aux réformes. Après la chute d'Allende, les *Chicago boys* étaient appelés à la rescousse : le pays avait sombré dans une grave crise économique, combinée aux conséquences de celle, pétrolière, de 1973. Avec le soutien de Pinochet, les économistes



libéraux allaient mettre en place une thérapie dite « de choc ».

Le programme d'ajustement structurel et de libéralisation de l'économie s'est déroulé en deux phases : 1975-1981 et 1985-1989. Après un premier temps de tâtonnement, l'objectif affiché fut d'en finir avec le modèle d'intervention économique étatique. Les réformes se sont axées sur cinq domaines. Il s'agit donc, d'abord, de limiter au maximum le rôle de l'État, à travers la suppression du déficit fiscal, la réduction de la dépense publique et des impôts, la libéralisation des prix et des marchés, ainsi que la privatisation de la majorité des entreprises publiques, du système de sécurité sociale et d'une partie de l'éducation et de la santé. Entre 1985 et 1990, la dépense publique dans le PIB passa de 32 à 22 %. En le « libérant » du poids de l'intervention économique, l'État a alors pu se concentrer sur son rôle de « protecteur » de « l'ordre public ». Deuxièmement, l'État a procédé à l'ouverture de l'économie en éliminant toutes les barrières aux importations et en fixant des taux de douane très faibles. Puis on assista à la création d'un marché de capitaux libre. En quatrième lieu, le gouvernement a mis en place la flexibilisation du marché de l'emploi via une législation du travail très souple et avantageuse pour les entreprises, et œuvré au démantèlement des syndicats (considéré comme un ennemi interne, les syndicalistes sont arrêtés, torturés et mis à pied dans les entreprises — la Centrale unique des travailleurs est proscrite ; la négociation collective et la grève sont interdites). Enfin, pour pallier les effets sociaux drastiques d'une telle politique, le plan prévoyait la création de programmes ponctuels de protection des plus démunies.



□Le général Pinochet | Marcelo Montecino | Getty□

Ce modèle néolibéral fut appliqué dans le cadre d'un gouvernement militaire répressif, raison pour laquelle qu'il n'y eut pas de contestation syndicale ni populaire. Mais cela ne veut pas dire que la population accepta passivement les réformes économiques ; bien au contraire : lors de la crise économique de 1982-1984, la légitimité du gouvernement s'est vue remise en question. L'opposition se réorganisa ; des journées de protestation s'ensuivirent : le gouvernement réagit brutalement et le régime politico-économique se maintint. La fin de la dictature n'a pas remis en cause cette greffe néolibérale — elle a même été consolidée après la période de la « transition » démocratique de [Patricio Aylwin](#) (1990-1994), puis lors des mandats d'[Eduardo Frei](#) (1994-2000) et de [Ricardo Lagos Escobar](#) (2000-2006). La politique économique néolibérale s'est même imposée comme un dogme dans la région : le Chili a été érigé en modèle à suivre pour les autres pays du sous-continent américain.

Croissance économique, accroissement des inégalités

« Le principal effet des politiques néolibérales a été, en Amérique latine, le renforcement des inégalités et l'affaiblissement des classes moyennes. »



En termes macroéconomiques, la politique néolibérale a porté ses fruits dès la fin de la décennie 1980. Entre 1980 et 2014, le Chili a ainsi connu la croissance économique la plus importante de la région, avec une moyenne 4,6 % par an (contre 2,5 en Argentine et 2,8 au Brésil, durant la même période). En trente ans, le Chili multiplie par cinq son PIB par habitant². Parallèlement, selon un rapport de l'ONU, la pauvreté a été divisée par cinq entre 1990 et 2013, passant de 68 à 14 %. Les résultats sur l'emploi sont moins éclatants. Alors que le taux de chômage se situait autour de 5 % entre 1960 et 1973, cet indicateur a fortement grimpé à partir de 1974, atteignant un niveau proche de 15 % (voire de plus de 20 durant la crise de 1982-1983). Depuis la fin du XX^e siècle, le Chili a pu opérer une réduction progressive du chômage, lequel se situe de nos jours autour de 7 %. Mais ces résultats cachent des réalités bien distinctes pour les Chiliens·nes. La société demeure profondément inégalitaire, à l'instar d'autres pays de la région qui ont suivi la même voie économique.

Le principal effet des politiques néolibérales a été, en Amérique latine, le renforcement des inégalités et l'affaiblissement des classes moyennes. Ces dernières sont tombées dans la précarité ou ont réussi à se hisser vers un confort matériel plus grand. À cela s'ajoute la mauvaise répartition de la richesse : au Chili, entre 1987 et 1994, les riches ont vu leurs revenus croître de 50 % tandis que la croissance n'a été que d'un tiers pour les pauvres. Aujourd'hui, 20 % des personnes les plus aisées concentrent 72 % des richesses du pays alors que le quintile³ le plus pauvre ne détient aucune part de richesse mais, qui plus est, a des dettes plus importantes que ses revenus. Selon le rapport du Boston Consulting Group, la concentration du pouvoir économique se renforce et 115 familles chiliennes centralisent à elles seules 12,5 % de la richesse du pays. Le taux d'endettement des ménages a quant à lui fortement augmenté, atteignant désormais 73,3 % des revenus des foyers.



□Le président Sebastian Piñera | AP Photo | Esteban Felix□

Le modèle économique néolibéral, en accroissant les inégalités, renforce l'individualisme et la concurrence entre les habitant·es. Sa devise ? Qui veut, peut ; chacun·e pour soi. Il ne faut pas oublier que le Chili, comme la majeure partie de la région, a connu des mutations géographiques et sociales très importantes ces dernières décennies. Le taux d'urbanisation a fortement augmenté en Amérique latine, passant de 41 % en 1950 à 75,3 en 2000. Au Chili, il est passé de 58,4 % en 1950 à 87,8 en 2010. À cela s'ajoute, la macrocéphalie⁴ du pays : la région du Gran Santiago (7,1 millions d'habitants en 2017, soit 38 % de la population) concentre un fort poids démographique, économique et politique — soit plus de 50 % des emplois les plus qualifiés, 32 sièges centraux des 59 universités du pays. Ces évolutions s'accompagnent d'une restructuration de la composition des foyers et des liens familiaux et communautaires. Le modèle de la famille nucléaire tend à remplacer, en milieu urbain, les solidarités communautaires qui dominaient dans les espaces ruraux et autochtones jusque dans les années 1970. Par ailleurs, la transition démographique a permis un allongement progressif de la durée de vie des habitant·es : la proportion de personnes de plus de soixante ans a ainsi augmenté à un rythme plus élevé que la population totale⁵.

Un mouvement de remise en cause

« *Le système de retraite par capitalisation lèse les personnes déjà*



très vulnérables économiquement. »

Derrière le « miracle économique chilien » se cachent donc des points de vulnérabilité sociale : ils ont éclaté au grand jour depuis le début du millénaire et ont été au cœur des émeutes d'octobre 2019. Les revendications portées et visibilisées lors de ces manifestations dépassent le seul coût des transports. À commencer par l'extrême vulnérabilité des personnes âgées — la faiblesse des retraites constitue un problème majeur pour les familles les plus démunies. Le Chili disposait, jusqu'en 1982, d'un système de retraites par répartition ; cette année-là, le gouvernement militaire et José Piñera, frère de l'actuel président et, alors, ministre du Travail et de la Prévision sociale, réformaient le système des retraites en imposant le modèle par capitalisation (sa gestion était accordée à des sociétés privées de gestion des fonds de pension, plus connues au Chili sous le nom d'AFP). Or, depuis leur création, les AFP ne remplissent pas leurs promesses et n'assurent pas leur fonction, à savoir fournir de meilleures pensions que celles du système par répartition. Les retraites chiliennes sont, de fait, extrêmement basses : une étude de 2015 a montré que 79 % d'entre elles étaient inférieures au salaire minimum (44 % se situent en-dessous du seuil de la pauvreté). Le système de retraite par capitalisation lèse les personnes déjà très vulnérables économiquement, comme les femmes, les personnes handicapées et les chômeur·ses de longue durée. Un mouvement anti AFP (« No+AFP⁶ ») s'est organisé depuis cinq ans et se mobilise pour faire pression et réformer le système. Il était présent lors des manifestations.

Une seconde pierre d'achoppement porte sur le système éducatif, extrêmement inégalitaire au Chili, et explique la mobilisation de la jeunesse. L'éducation est perçue par la majorité de la population comme le principal moyen d'ascension sociale. Les réformes de 1980 en ont fini avec l'éducation publique en transférant la gestion de l'éducation primaire aux municipalités. En échange, celles-ci reçoivent une subvention (voucher⁷) par élève inscrit dans les établissements de sa commune. Ces réformes ont créé trois types d'écoles : les écoles municipales (publiques), les écoles privées subventionnées et les écoles privées. Les écoles privées subventionnées reçoivent le même voucher que les publiques. La réforme a conduit également à la perte du statut de fonctionnaire pour les enseignant·es, qui sont désormais des travailleur·ses de droit privé. En 1994, le gouvernement a promulgué une loi qui autorise les écoles privées subventionnées et les publiques à toucher des frais d'inscription, rompant dès lors le principe de gratuité de l'école. Bien que la loi interdise la sélection dans le primaire, de nombreuses écoles privées prévoient des rendez-vous avec les parents et exigent la présentation de documents attestant leur solvabilité financière (ou leur religion). Le

secteur privé subventionné attire de plus en plus les classes moyennes en quête de distinction par rapport aux classes populaires : elles y trouvent un environnement social plus homogène et mieux doté en infrastructures éducatives et sportives. La ségrégation scolaire s'est accentuée depuis les années 1980. La présidente [Michelle Bachelet](#) s'est attelée à réformer ce système antidémocratique durant son mandat, notamment après le mouvement étudiant de 2011 et 2016 : elle a entamé l'intégration des écoles privées subventionnées au système d'éducation publique. Les syndicats se montèrent insatisfaits, exigeant des réformes structurelles qui impliqueraient davantage encore l'État en matière d'éducation.



□Santiago, 19 octobre 2019 | Ivan Alvarado | Reuters□

Le gouvernement de Pinochet avait libéralisé le système d'éducation supérieure, laissant au secteur privé la possibilité d'ouvrir des universités, des instituts et des centres de formation technique. La formation supérieure chilienne se caractérise donc par son coût très élevé, de l'ordre de 3 000 euros annuels en lettres et de 6 500 euros en médecine. Or le salaire mensuel moyen par foyer est de l'ordre de 850 euros. Nombre d'étudiant·es se sont donc vus dans l'obligation de contracter des prêts pour financer leurs études depuis les années 1990. Parallèlement, le pourcentage des étudiant·es de l'enseignement supérieur n'a cessé d'augmenter : le Chili comptait 200 000 étudiant·es en 1986 ; ils étaient 1,176 million en 2018, soit presque six fois plus. Cette croissance a surtout bénéficié aux classes moyennes et supérieures. Ainsi, le quintile des Chilien·nes



les plus riches concentre le pourcentage de diplômé·es universitaires le plus élevé (51,2 % en 2013). À l'inverse, le quintile le plus pauvre ne fournit que 3,59 % des diplômé·es. Ces fortes inégalités expliquent des mobilisations étudiantes de plus en plus importantes depuis le début du XXI^e siècle. En 2006, la révolte des « pingouins » (« *revolución pingüina* », en référence aux uniformes bleu marine et aux chemisiers blancs des collégien·nes) a secoué le gouvernement de Michelle Bachelet : les collégien·nes réagissaient à la hausse du prix de l'examen d'entrée à l'université. Mais, très vite, le mouvement réclama que l'État reprenne en charge toute l'éducation chilienne. La mobilisation étudiante a repris de plus belle en 2011, durant le premier gouvernement Piñera. La jeunesse chilienne réclamait la démocratisation de l'éducation et la participation accrue de l'État dans tout le système éducatif.

« Les manifestant·es ne perdent pas de vue que le changement de société passe aussi par l'établissement d'un autre modèle politique. »

Le dernier aspect de la remise en cause du modèle économique néolibéral chilien est la convergence, particulièrement importante, de la jeunesse de Santiago avec les revendications des Mapuches. Le jour de « *la Marcha más grande de Chile* », le drapeau mapuche (*Wenufoye*) a ondoyé dans les avenues de la capitale et a été hissé sur le monument central de la Plaza Italia. Historiquement, le peuple mapuche s'est illustré par sa résistance aux tentatives de conquête et d'assimilation qui l'assaillent depuis le XVI^e siècle. Après l'indépendance, les campagnes militaires néocoloniales, comme la pacification de l'Araucanie au XIX^e siècle, et la violence de la dictature militaire se sont traduites par la spoliation des Mapuches, l'assassinat et la torture des militant·es autochtones qui défendaient leurs terres et leurs droits. La transition démocratique n'a pas signifié le retour à la tranquillité pour ce peuple originaire. Le modèle néolibéral a renforcé la pression sur le territoire mapuche, qui a vu s'installer des centrales hydroélectriques, des entreprises forestières, pétrolières, des fermes d'aquaculture ainsi que des mégaprojets touristiques. Face à cette menace multiforme et offensive, les Mapuches se maintiennent sur le pied de guerre. Pour mieux réprimer le mouvement, le gouvernement mobilise la rhétorique et les préjugés racistes qui font de ce peuple une communauté belliqueuse et sauvage. L'assassinat du leader mapuche *Camilo Catrillanca* par la police, en novembre 2018, rappelle la violence de la répression étatique. Lors des dernières manifestations d'octobre 2019, de nombreux·ses manifestant·es ont mobilisé le drapeau mapuche et demandé pardon pour leur manque de soutien au peuple autochtone.

Mais si la critique du capitalisme néolibéral est au cœur des mobilisations, les manifestant·es ne perdent pas de vue que le changement de société passe aussi par l'établissement d'un autre modèle politique. Raison pour laquelle la réforme constitutionnelle est l'une des revendications du mouvement. La Constitution de 1980 apparaît en effet comme un texte qui bloque la transition du Chili vers une véritable démocratie. Des constitutionnalistes comme Fernando Atria Lemaitre considèrent que ce texte comporte un certain nombre de « verrous », c'est-à-dire de dispositifs légaux qui limitent la démocratie : il ne reconnaît pas les droits sociaux ni culturels et empêche l'implication des citoyen·nes dans la vie politique. Et, symboliquement, cette constitution rappelle aux Chilien·nes le traumatisme de la dictature.



□ Militante mapuche, septembre 2017 | Ivan Alvarado | Reuters □

« Unissez-vous »

Les mobilisations d'octobre ne sont donc pas un phénomène isolé. Elles s'inscrivent dans la lignée de la résistance au modèle néolibéral imposé au Chili tel un dogme. Le publicitaire de la campagne de Pinochet lançait ainsi, dans le film de Pablo Larraín : « *Si vous voulez effrayer les gens, vous devez le faire avec le passé, la pauvreté passée, les longues queues pour acheter du pain. L'opposition a ses plaintes de socialistes, certes. Mais la seule chose qui intéresse les gens c'est le partage du butin, et tout le monde sait*



qu'avec le socialisme celui-ci est misérable. En revanche vous, vous avez un système dans lequel n'importe qui peut être riche. Mais, attention ! J'ai dit n'importe qui... pas tout le monde. On ne peut pas perdre quand tout le monde mise pour devenir ce n'importe qui. » Les Chilien·nes prennent toute la mesure du leurre du libéralisme, qui ne profite qu'à celles et ceux qui sont déjà bien placés dans l'échelle sociale et culpabilise les autres en les responsabilisant de leur propre échec.

Pendant la manifestation du 25 octobre, les Chilien·nes ont scandé le célèbre tube « *El baile de los que sobran* », du groupe *Los Prisioneros* ; ses paroles s'adressent aux laissés pour compte de la croissance économique :

Únanse al baile, de los que sobran / Unissez-vous à la danse de ceux qui sont en trop
Nadie nos va a echar de más / On ne manquera à personne
Nadie nos quiso ayudar de verdad / Personne n'a voulu vraiment nous aider
Nos dijeron cuando chicos / Quand nous étions enfants, on nous a dit
Jueguen a estudiar / Jouez à étudier
Los hombres son hermanos y juntos deben trabajar / Les hommes sont frères et ils doivent travailler ensemble
Oías los consejos / Tu entendais les conseils
Los ojos en el profesor / Les yeux posés sur le professeur
Había tanto sol / Il y avait tellement de soleil
Sobre las cabezas / Sur les têtes
Y no fue tan verdad, porque esos juegos al final / Mais ce n'était pas si vrai, car ces jeux, à la fin
Terminaron para otros con laureles y futuro / Ont terminé pour d'autres avec des lauriers et un avenir
Y dejaron a mis amigos pateando piedras / Mais ils ont laissé mes amis sur le carreau

Cette mobilisation citoyenne, par son ampleur, ses références et sa capacité à faire converger les luttes — les féministes sont également très mobilisées —, ouvre une nouvelle étape dans l'histoire des résistances à l'oppression classiste, sexiste et raciste du Chili. Les dominants n'ont pas tardé à voir le danger que cela représentait pour leurs privilèges : la réaction violente du gouvernement Piñera a immédiatement fait penser aux temps les plus noirs de l'histoire du pays. Les manifestant·es demeurent très actifs : ils ne sont pas prêts à abandonner le combat.

1. Au 6 novembre 2019, selon le procureur de la République.[↩]

2. Qui est aujourd'hui de 25 675 dollars. À titre de comparaison, le PIB par habitant est de 21 136 dollars au



Portugal et de 28 156 en Espagne.[↔]

3. Un cinquième, soit les 20 % les plus pauvres.[↔]
4. En géographie, la macrocéphalie désigne la configuration d'un espace largement dominé par un pôle unique qui concentre population, activités et fonctions — au point de freiner voire d'empêcher l'affirmation de pôles secondaires.[↔]
5. Elle représente 16,2 %, selon le recensement de 2017, contre 11 % en 2002.[↔]
6. Pour « *no más AFP* », « plus d'AFP ». [↔]
7. Bon émis par certaines agences et donnant droit à des services.[↔]